

Comité de Défense des Prisonniers Politiques en République Fédérale d'Allemagne

Communiqué à la presse écrite, parlée et télévisée du Comité de Défense des Prisonniers Politiques en République Fédérale d'Allemagne, en abrégé C.D.P.P.R.F.A.

Suite aux arrestations de plusieurs de ses membres, auxquelles il a été fait largement écho par la presse, le C.D.P.P.R.F.A. souhaite faire la déclaration suivante :

1. Le C.D.P.P.R.F.A. devait tenir ce 26 septembre 1979 une réunion de travail ordinaire à 20 H 30, au siège de son secrétariat, établi 80 avenue des Coccinelles. Cette réunion, tout à fait licite, n'a pu avoir lieu, à la suite de l'arrestation arbitraire de trois membres du Comité, à savoir Maurice Aepelmans, Françoise Villers, et Odette Haas, **jacques Roland**.

Le Comité ne peut que constater que ces nouvelles mesures sont intimement liées à l'arrestation, il y a plusieurs semaines déjà, d'un autre membre actif du C.D.P.P.R.F.A., à savoir Michel Graindorge.

2. Les prétextes fallacieux, voire imaginaires, qui ont motivé toutes ces arrestations, conduisent le C.D.P.P.R.F.A. à constater que sous ce couvert, c'est l'ensemble de son activité qui est visé, et que des manoeuvres policières, ~~judiciaires~~ judiciaires et politiques, tentent à provoquer son démantèlement et à priver ainsi les prisonniers politiques de République Fédérale d'Allemagne venant même de l'extérieur.

de tout soutien

3. Le C.D.P.P.R.F.A. entend protester de toutes ses forces contre l'image que l'on tente ainsi de donner de ses activités au public en criminalisant, sans aucune justification, son mouvement.

Il rappelle que, depuis mars 1978, les activités qu'il a développées ont exclusivement eu pour objet d'imposer en République Fédérale d'Allemagne le plus profond respect de l'intégrité physique, psychique et politique de prisonniers incarcérés à raison de la manifestation de leurs idéaux politiques. Toutes les actions du Comité ont eu pour objectif la lutte contre les conditions de détention, voire d'extermination qui sont infligées à ces détenus depuis près de 9 années, et par la restitution de leurs discours politiques.

Le présent communiqué dément en conséquence de la manière la plus formelle les imputations diffamatoires qui ont circulé ces dernières heures à son propos.

Bruxelles, le 27 septembre 1979

11 H 30

Le Comité de Défense des Prisonniers Politiques en République Fédérale d'Allemagne.

Secretariat: 80, avenue des Coccinelles 1170 Bruxelles

Tel. 02/6603018 Compte n° 310 00 2 2 2 2 2